

L'Entrée dans une nouvelle ère du tourisme



Du point de vue physique, la Caraïbe est dotée d'une abondance de ressources naturelles, allant de ses forêts tropicales pluviales joliment nichées à ses côtes brillantes de sable blanc baignées par le soleil et entourées d'eaux sereines. Aussi, il n'est guère surprenant que cette région figure parmi les principales destinations touristiques au niveau mondial. Le tourisme est sans aucun doute le principal secteur d'exportation des Caraïbes et possède la capacité inhérente de diversifier l'économie de la Caraïbe, de stimuler l'esprit d'entreprise, de catalyser les investissements, de créer un nombre important d'emplois durables et de contribuer au développement social des communautés locales.

Dans l'ensemble de la Caraïbe anglophone, l'industrie du tourisme constitue la principale source de revenus de ces petits États insulaires en voie de développement (PEID). Pour cette raison, il est considéré comme « le moteur de la croissance économique » dans la région. Actuellement, le tourisme représente 14,8% du produit intérieur brut et 15,5% des emplois (WTTC, 2012). Au regard des données statistiques, il est évident que le tourisme joue un rôle vital en assurant le développement durable des îles caribéennes. Non seulement il crée des revenus pour les pays et leurs peuples, mais il contribue également au développement d'autres secteurs au sein de ces économies de par sa nature multisectorielle en termes de liens nombreux en amont et en aval avec d'autres secteurs créateurs de revenus des économies desdits pays.

Le développement et le maintien du produit touristique caribéen est un effort conjoint, non seulement de la part des composantes touristiques les plus évidentes comme les tour-operators, les agences de voyage et l'hébergement, mais impliquant aussi d'autres secteurs comme l'agriculture, les services financiers, le transport, l'alimentation, la culture et d'autres services techniques et produits matériels (machinerie, équipement, instruments) requis pour soutenir les activités de voyages et les attractions touristiques. Cela signifie que le tourisme crée généralement des recettes sous forme de devises étrangères, de revenus accrus, d'emplois et de développement d'infrastructures.

Eu égard à l'importance que revêt l'industrie du tourisme pour la région, les leaders caribéens sont en train d'orienter leurs pays vers le développement d'initiatives et de pratiques de tourisme durable afin d'assurer la survie future de leurs économies et ressources naturelles.

Dans une tentative de préserver le principal secteur générateur de revenus de la région, la Direction du Tourisme durable de l'Association des États de la Caraïbe (AEC) a développé plusieurs projets susceptibles de produire des bénéfices immenses pour la région et d'assurer sa pérennité comme un

des principaux acteurs touristiques au niveau mondial. La Zone de Tourisme durable de la Caraïbe (ZTDC) est une des initiatives les plus notables proposées. La ZTDC vise à relever trois défis supplémentaires pour le tourisme dans la région de la Grande Caraïbe, à savoir : le vieillissement prématuré des destinations touristiques, les changements des préférences des consommateurs pour le produit touristique et les principaux facteurs ayant une incidence négative sur l'atmosphère terrestre et marine, liés aux changements climatiques inévitables et accélérés.

La ZTDC est une réponse viable à ces défis et vise donc à :

Maintenir la compétitivité et la durabilité des destinations à travers la création de devises, d'emplois et de produits par le tourisme, qui constitue la force motrice de nos économies.

Assurer la participation des communautés à la planification du tourisme et aux bénéfices de cette activité. Le tourisme transforme les sociétés et les espaces, et les citoyens doivent accepter cela et aider à définir et à contrôler les zones touristiques à travers les mécanismes introduits par l'État et ceux générés par la société civile elle-même.

Préserver l'environnement et la culture, qui constituent le patrimoine fondamental des pays de la Caraïbe et qui jouent un rôle important dans le développement du tourisme.

L'AEC plaide, à travers ses pays membres de la région, en faveur de la ratification dudit instrument sous les termes du tourisme durable car il s'agirait de créer la première Zone de Tourisme durable au niveau mondial. Cela permettrait à la région de la Grande Caraïbe de développer des stratégies de marketing susceptibles de lui donner un avantage compétitif afin de faire concurrence plus efficacement à d'autres destinations et régions.

La création de la Zone de Tourisme durable peut devenir un outil puissant pour la mobilisation de fonds pour le développement de nouveaux projets de tourisme durable dans la région, et le renforcement des capacités des ressources humaines. Ceci afin d'assurer la préservation des ressources naturelles et culturelles pour les générations futures à travers la mise en œuvre d'indicateurs de tourisme durable.

Sur un autre plan, l'AEC soutient la diversification du produit touristique traditionnel offert par la Caraïbe. La diversification du produit touristique de la région peut être accomplie à travers la création de marchés de niche pour compléter le développement durable de l'industrie.

Le marché « expérimental » ou de tourisme de niche englobe des parts égales de ressources naturelles et culturelles et de participation communautaire, et constitue le segment du marché du tourisme qui enregistre la croissance la plus rapide. Les marchés de niche comme l'écotourisme, le

tourisme d'aventure et le tourisme culturel et du patrimoine, offrent une occasion pour la diversification du marché et ont créé des opportunités pour les pays de la Grande Caraïbe en dehors de l'ancien modèle de soleil, mer et sable. Avec une planification soigneuse et la diversification du marché émetteur, par exemple en exploitant de nouveaux marchés à travers l'Amérique latine, la région peut en tirer des bénéfices importants. Les bénéfices ajoutés seraient que les segments de tourisme de niche bien développés et gérés peuvent améliorer l'offre de produits touristiques des pays, tout en augmentant leur compétitivité en tant que lieux où il fait bon vivre, visiter, travailler et investir. Les efforts de l'AEC dans ce domaine consistent à augmenter le dialogue et la coopération afin de donner aux pays de meilleures chances de profiter de ces segments de marché nouveaux et émergents.

Il est important à ce stade que la région adopte une approche collective et que les acteurs touristiques alignent leurs activités sur un objectif commun et une compréhension du concept et de la pratique du tourisme durable. Pour cette raison, le leadership et la participation active du secteur public et privé, y compris les autorités touristiques régionales, les entreprises touristiques, la communauté d'ONG et les acteurs régionaux et internationaux impliqués dans le développement et la promotion du tourisme, s'avèrent nécessaires pour impulser et accroître la durabilité du secteur.

La mise en œuvre de pratiques de tourisme durable aura sans doute pour résultat de faire déclarer la région la première Zone de Tourisme durable officielle du monde ; positionnant ainsi la Grande Caraïbe comme une destination privilégiée dans la nouvelle ère du tourisme. Les pays pourront alors être assurés que leur industrie et produit touristique s'étendront dans un avenir lointain pour les générations à venir.

Country

GDP

Employment

Total

Direct

Direct

Total

Antigua & Barbuda

77.4% (USD\$884mn)

18.5% (USD\$211mn)

18.8%

(5,000 jobs)

71.5%

(20,000 jobs)

Bahamas

48.4%

(USD\$3,975mn)

22% (USD\$1,809mn)

30.6% (52,000 jobs)

57.4% (97,000 jobs)

Barbados

39.4% (USD\$1,836mn)

11.9% (USD\$553mn)

12.1% (15,000 jobs)

38.8% (49,000 jobs)

Belize

34.2% (USD\$523mn)

12.5% (USD\$200mn)

11.3% (15,500 jobs)

31%

(42,500 jobs)

Dominica

30%

(USD\$150mn)

9.5%

(USD\$54mn)

8.8%

(3,000 jobs)

27.7%

(9,500 jobs)

Grenada

21.8% (USD\$184mn)

6.4%

(USD\$54mn)

5.9%

(2,500 jobs)

20.2%

(9,500 jobs)

Guyana

10.1% (USD\$2,680mn)

4.1% (USD\$1,080mn)

3.6%

(10,500 jobs)

9%

(25,500 jobs)

Haiti

5.7% (USD\$427mn)

1.9% (USD\$140mn)

1.6%

(56,500 jobs)

4.9%

(177,000 jobs)

Jamaica

27.4% (USD\$3.6bn)

8.4%

(USD\$1.1bn)

7.8%

(89,500 jobs)

25.4%

(292,000 jobs)

St.Kitts and Nevis

25.9% (USD\$186mn)

7.5%

(USD\$54mn)

7.3%

(2,000 jobs)

24.6%

(6,000 jobs)

St.Lucia

39%

(USD\$496mn)

13.3%

(USD\$169mn)

18.6%

(13,500 jobs)

42.3%

(31,000 jobs)

St. Vincent & the Grenadines

21.8% (USD\$157mn)

6%

(USD\$43mn)

5.5%

(2,500 jobs)

19.9%

(8,500 jobs)

Suriname

3.1% (USD\$127mn)

1.2%

(USD\$49mn)

1.1%

(2,000 jobs)

2.8%

(5,000 jobs)

Trinidad and Tobago

8.4%

(USD\$2,004mn)

4.4%

(USD\$1,060mn)

6.2%

(38,000 jobs)

11.2%

(68,000 jobs)